

Entretien avec  
Yves Sintomer et  
Isabelle Etienne

## Ne plus sousestimer l'identité sociale et culturelle

Pour poursuivre notre dossier consacré aux rapports Sud-Nord (n° 22 août-septembre 1988) nous avons interrogé Maurice Godelier. Le célèbre ethnologue, ancien directeur du CNRS aborde le problème de développement par ses aspects culturels, ethniques et politiques.

*Dans le cadre des rapports Nord/Sud, comment caractériseriez-vous, d'un point de vue théorique, les rapports de dépendance entre formations sociales?*

Pratiquement tous les pays du Sud sont dépendants de quelques sociétés du Nord. Il existe plusieurs formes de dépendance parce que celle-ci s'est mise en place à des époques et dans des conditions différentes pour chaque pays. Il serait dangereux d'imaginer que dans les différentes périphéries du capitalisme, il y ait eu dès le départ du capitalisme périphérique. Ce qui s'est développé est un système avec plusieurs centres et plusieurs périphéries et ceci a créé dans les périphéries des points de départ très différents du développement du capitalisme et de la subordination au capitalisme. Cela donne aujourd'hui un système très varié, mais toujours avec des formes de dépendance par rapport à des centres. On retrouve la même chose du côté des pays socialistes, avec entre autres différences qu'ils n'ont pas pour assurer leur expansion les lois du marché et le même dynamisme des forces productives. Leur expansion se fait d'abord de façon politique et leur développement s'effectue à partir d'une base économique beaucoup plus étroite. Peut-être ces deux systèmes se partagent-ils déjà le monde dans les mailles de leurs périphéries et de leurs centres, mais ils ne sont pas caractérisés par un dynamisme global très différent. Cette manière d'analyser l'interdépendance et la hiérarchie à l'échelle mondiale des structures et des problèmes des divers Etats du Nord et du Sud se place dans la perspective de l'analyse des processus de transition de passage d'un système socio-économique dominant à un autre. Un tel passage s'effectue par la combinaison de deux processus distincts et poussant pour une part dans des directions opposées, tout en cumulant par ailleurs leurs effets — la substitution de formes économiques et politiques nouvelles à ces formes nouvelles de formes anciennes qui subsistent encore pendant des siècles, soit en végétant à moitié décomposées, soit au contraire revitalisées et métamorphosées, voire travesties. Une problématique de la transition comme remplacement de formes par d'autres et de subordination de formes anciennes à de nouvelles qui les do-

minent: voilà un noyau théorique indispensable pour comprendre l'évolution actuelle.

Les rapports capitalistes sont apparus en Europe à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, parfois plus tôt comme en Italie pour s'interrompre ensuite. Cette apparition se fit çà et là, sporadiquement, et à côté d'elle d'autres rapports sont apparus. Ces différentes formes nouvelles ou renouvelées ont longtemps coexisté. Le problème est de savoir pourquoi l'une de ces formes l'a emporté sur les autres, est devenue dominante. C'est un problème complexe d'un point de vue scientifique que de comprendre comment une forme va l'emporter finalement sur les autres alors qu'elle est une parmi d'autres. C'est pour cela qu'une partie des instruments théoriques de Marx sont toujours vivants, parce qu'il s'est dès le départ posé ce problème. Mais Marx a, pour des raisons politiques, déprécié l'importance des données ethnico-nationales, c'est-à-dire les identités locales. Il pensait que les prolétaires du monde devaient et allaient s'unir, et il a vu les cultures et les frontières plutôt comme des obstacles à l'unité internationale de leur lutte. Aujourd'hui, il est évident que toutes ces réalités n'ont pas disparu et qu'elles ont un poids fantastique. Dans la genèse même des pays socialistes, le nationalisme a joué un grand rôle et en même temps, il était condamné par une certaine vision politico-idéologique des choses. Après un siècle, on voit que la question dite «des nationalités» n'est pas secondaire.

*Vous avez décrit le processus de transition en termes de subordination/refonte des anciens rapports. Pouvez-vous nous donner des précisions sur ce couple? Lorsque vous parlez d'extension/extinction, s'agit-il vraiment du même phénomène, ou envisagez-vous la transition de manière différente selon que les facteurs d'évolution sont exogènes ou endogènes, externes ou internes?*

Ce n'est pas pareil, bien sûr. Quand on dialogue avec les historiens, ils nous font découvrir à partir du XV<sup>e</sup> siècle, dans les régions de France, d'Angleterre etc. des rapports nouveaux qui sortent ici et là et coexistent avec d'autres, qui sont parfois des éléments anciens recomposés sous une nouvelle combinaison. Nous sommes là dans les pays du «centre» d'un nouveau système socio-économique en voie de formation. Les choses poussent en quelque sorte de l'intérieur et déplacent les institutions politiques, la culture, etc. Le mouvement vient de l'intérieur.

Mais lorsqu'une expansion coloniale décapite les institutions et les classes ou les castes dominantes lo-

cales, « missionarise », lutte contre les religions indigènes, le développement de nouveaux rapports socio-économiques et d'idées et de valeurs nouvelles n'a alors pas du tout les mêmes allures. A partir de ce moment, de nombreux problèmes économiques et politiques vont être redoublés par des problèmes ethniques, raciaux. On ne peut pas confondre l'extension/extinction interne d'un système avec son extension quand les rapports qui s'étendent sont exportés à partir d'une culture et greffés de force sur une autre. On ne peut pas greffer sans détruire les arrangements locaux et sans s'appuyer en même temps sur certains éléments favorables à ce qu'on veut faire. Il y a tout un travail de tri historique qui est effectué de l'extérieur. Ce n'est pas du tout la même chose qu'un développement endogène, mais les deux développements font partie d'un même système mondial qui a ses parties dominées et ses parties dominantes, son centre ou ses centres et ses périphéries. Il n'y a pas une périphérie, il y en a plusieurs, mais le processus de subordination, du travestissement nécessaire d'une forme ancienne qui survit en s'insérant dans la domination d'une autre, existe aussi bien dans les pays du centre que dans ceux de la périphérie. Vous pouvez avoir de nombreuses formes qui résistent ou qui sont maintenues volontairement : la petite production de services, l'artisanat local, etc., parce qu'il n'y a pas de raison de les remplacer ou que l'on peut s'en servir en les réorientant. C'est pourquoi certaines formes subsistent, comme l'agriculture de montagne, certaines formes d'élevage, pour ne parler que d'économie. Elles ne peuvent pas être réorganisées avant des siècles d'une façon qui ait un sens pour le capitalisme, mais le capitalisme y puise de la main-d'œuvre, des biens et des services bon marché. La symbiotique de l'ancien et du nouveau se fait constamment. Les grands théoriciens du passé avaient cette vision, et se demandaient quelle forme dirigerait le développement d'ensemble d'une société, ou quelle forme le dirigerait déjà. Donc, la subordination n'est pas la même chose que l'extension/extinction d'un rapport, et la subordination s'effectue dans toutes les parties du système.

*On peut donc dire que la distinction exogène/endo-gène est un critère déterminant pour l'élaboration de la ou des théories de la transition. Peut-on envisager une théorie générale de la transition?*

Non, élaborer une théorie générale d'allure déductive ne serait pas aller dans le bon sens. Il ne peut pas y avoir de théorie générale expliquant le passage de l'Antiquité au Moyen Age ou du Moyen Age au capitalisme. Il ne peut pas y avoir de lois générales de la transition. Le seul élément que l'on puisse retenir qui pourrait être commun à plusieurs situations de transition, qui pourrait donner à la théorie une certaine allure de théorie générale, ce serait la distinction mal connue, mal comprise et peu exploitée que Marx avait faite entre processus de subsomption « formelle » de forces productives et de techniques anciennes sous des rapports sociaux nouveaux et processus de subsomption « réel » où une manière socialement nouvelle de produire se développe sur la base de formes productives, matérielles et intellectuelles, également nouvelles. Ce serait là des mécanismes au travail dans toute situation de transition. Mais pour les théoriser, il faut se débarrasser complètement d'une vision des forces productives comme étant capables de se développer par elles-mêmes, jusqu'au moment où des rapports de production anciens sont

devenus incompatibles avec ce développement et qu'il faut les changer. Cela correspond à certaines situations mais n'est pas une règle générale. Les forces productives se développent toujours dans un cadre social, quels que soient les rapports sociaux qui servent de cadre à ce développement. La subsomption formelle d'un procès de travail sous des rapports de production nouveaux se produit le plus souvent dans une situation qui n'est pas celle d'un développement des forces productives mais celle d'un développement à accomplir. C'est dans l'intention d'*étendre la production marchande* qu'on s'est trouvé obligé à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe d'abandonner certaines des règles des guildes, des corporations, et non parce que les techniques n'étaient plus compatibles avec les rapports sociaux existants. Une réorganisation du cadre social de la production précède le plus souvent le développement ultérieur des forces productives. C'est dans cette perspective que l'on a expliqué la « nécessité » du socialisme et de la révolution. Mais jusqu'alors un système socio-économique nouveau était toujours né en quelque sorte spontanément et avait mis des siècles à se développer et à s'imposer, des résolutions politico-sociales venant de temps à autre précipiter le mouvement. A notre époque, on a cru pouvoir faire naître de nouveaux systèmes socio-économiques de « révolutions politiques ». On en a vu le prix.

*Quelles sont les implications de cette remise en cause de la théorie mécaniste de l'expansion automatique des forces productives?*

Supposer une autonomie des forces productives qui n'a jamais existé fut l'un des plus graves contresens sur le rôle de l'économie dans la transformation de la société. Un autre contresens fut de réduire les forces productives à leurs seules composantes matérielles, alors qu'elles sont à la fois matérielles et idéelles puisque les savoirs et les savoir-faire font partie des forces productives. En fait, ce matérialisme réducteur intégrait une large part d'une certaine vision bourgeoise de l'histoire comme progrès matériel, social et moral de l'homme sauvage au civilisé, le bourgeois moderne se considérant le civilisé par excellence. Les gens sont dans une posture d'auto-défense, face à un marxisme « raciste » qui a incorporé comme un élément de son discours et de son analyse une thèse totalement idéologique légitimant le capitalisme comme le nec plus ultra de l'évolution de l'humanité avant le socialisme. On passait du nec plus ultra de la bourgeoisie au nec plus ultra du socialisme en gardant le même équipement mental et idéologique.

*Si on écarte ce schéma évolutionniste et eurocentriste, la notion de progrès a-t-elle encore un sens, peut-on encore s'en revendiquer?*

Au XIX<sup>e</sup>, des gens comme Marx et d'autres ne partageaient pas cette idée d'un progrès linéaire de l'humanité, du moins en certaines fractions d'elle-même, de la sauvagerie à la civilisation. Ils faisaient remarquer que si progrès il y a, c'est pour le moins un processus contradictoire puisque la civilisation s'est édifiée sur le développement de rapports de castes ou de classes, donc sur diverses formes d'exploitation de l'homme qui excluaient le plus grand nombre de jouir des bienfaits du progrès. A la relative égalité des sociétés sans classes avait succédé l'inégalité des sociétés de classes, de castes... Et à travers ces formes d'exploitation, un développement de la connais-

sance scientifique, du droit et de toutes sortes de choses avait eu lieu. La tentation de fétichiser tout cela pour en faire « le progrès de l'homme » était présente constamment, et au XIX<sup>e</sup> siècle, les discours sont pleins de la civilisation « mère des arts et des sciences ». Il y avait là un piège extraordinaire, et rares sont ceux aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles qui ont vu ce piège. La notion de progrès renvoyait non pas à une contradiction logique mais à un processus contradictoire, le développement des uns étant toujours payé de l'absence de développement des autres. C'était cela qu'il fallait penser, l'unilatéralité du développement.

*Il y a toujours de la transition, mais quelles différences entre les périodes où il y a un mode de production qui domine d'une manière assez stable, assez « universelle », et les périodes où au contraire il y a fracture ?*

Dans toute société, il existe toujours différents rapports de production qui gèrent différentes parties de l'économie et qui sont hiérarchisés sous la dominance de l'un d'eux. Même à l'époque de la décomposition d'une domination, c'est une autre hiérarchie qui se dessine ou se prépare.

*Mais cela veut dire qu'il y a un moment où on passe d'une domination à une autre...*

Certes, autrement cela reviendrait à dire qu'on est toujours en transition, ce qui n'a pas de sens. L'histoire n'est pas que transition, parce qu'une transition a une fin. Par exemple, en Europe, ici et là, selon les décennies et les siècles, la transition au capitalisme industriel et commercial s'est trouvée achevée pour l'essentiel de la société. Il reste quelques millions de gens impliqués dans la production individuelle de biens et de services particuliers (petits artisans, dentistes...), mais ils ne produisent pas leurs moyens de travail. Donc, la transition au mode capitaliste de production est largement terminée. Sommes-nous donc déjà dans un procès de transition vers une forme ultérieure, socialiste, de production? Socialiste c'est-à-dire impliquant le contrôle par les producteurs des procès de production se développant principalement dans le cadre de diverses formes de propriétés sociales des moyens de production, socialisme, c'est-à-dire décomposition des rapports de castes ou de classes et dégénérescence de l'autoritarisme de l'Etat, etc. Il y a beaucoup de tendances et de problèmes qui poussent dans ce sens les sociétés capitalistes avancées.

*On serait en quelque sorte déjà rentré dans une phase de transition vers un au-delà du marché, du capitalisme, avec des potentialités qui pourraient se révéler y compris dans les contradictions du système existant?*

Dans nos pays existent de fortes tendances vers le socialisme, vers un socialisme qui n'asservisse pas politiquement les masses et ne se présente pas comme une menace, amputation des moyens de consommation du plus grand nombre. Et le mouvement de privatisation des entreprises publiques n'est pas une preuve contraire. Il prouve seulement la nécessité de décentraliser les processus de production et de gestion, d'ajuster les parties de l'économie souplement, empiriquement et non pas rigidement, autoritairement. Tout ceci ne prouve en rien la supériorité de la propriété privée des entreprises, du capitalisme.

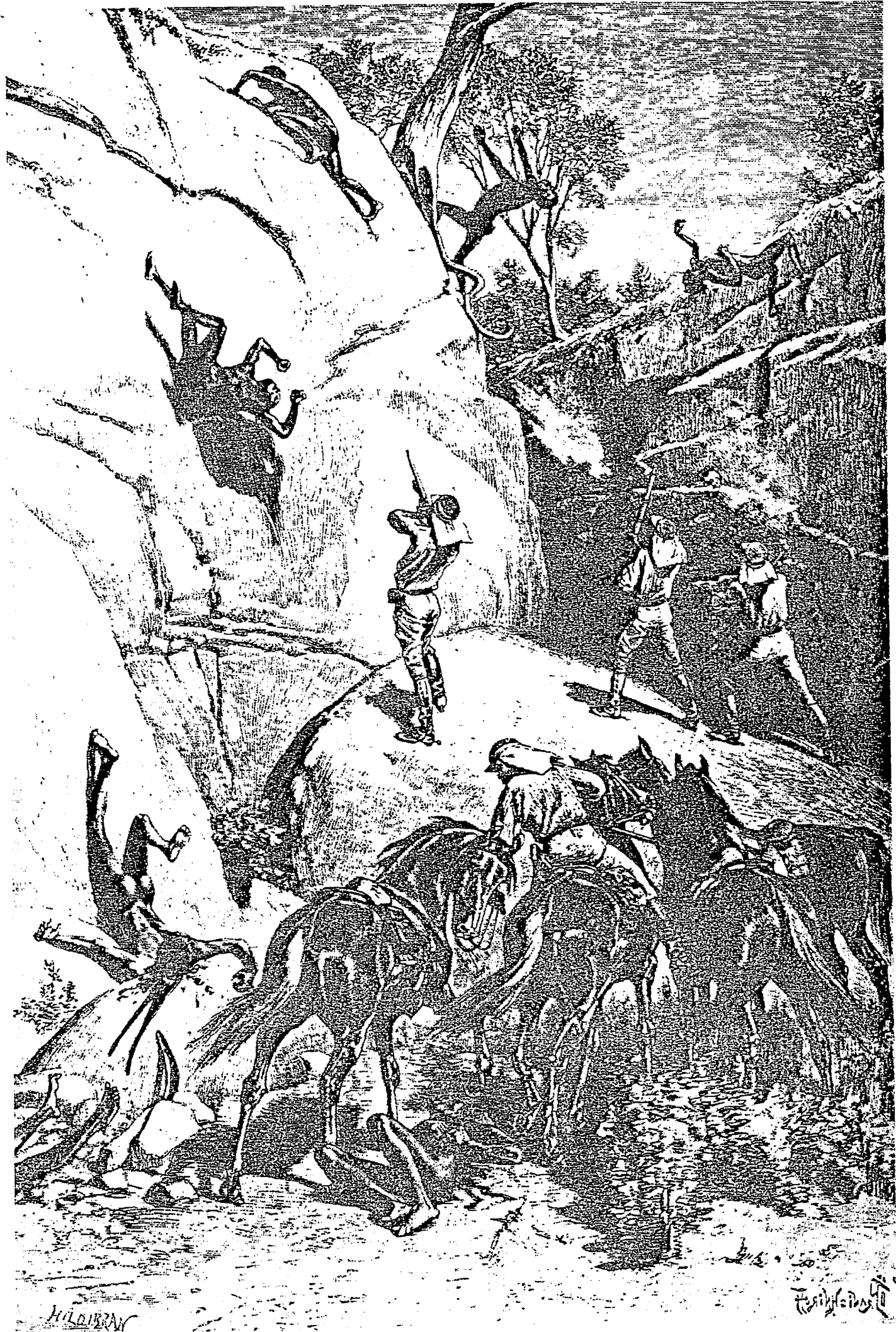
Dans nos pays, l'évolution n'exclut pas le socialisme. Elle exclut les modèles chinois ou russe du socialisme, même renouvelés par Deng hsiao Ping ou Gorbatchev. Il n'y a plus de modèle nulle part, ni à l'Est, ni à l'Ouest, ni au Japon. Les choses se sont décantées.

*A l'inverse du Sud où par contre...*

Dans nos sociétés, les choses se décantent, mais il n'y a pas encore de politique claire, cohérente, capable de mobiliser les forces du plus grand nombre vers ce socialisme qui semble pourtant possible. Il faut combiner aujourd'hui dans une formule mixte le marché et l'Etat. Un marché sans capitalistes, est-ce possible? Un état sans centralisation, est-ce possible? Aucune force, aucune pensée politique n'a encore trouvé la formule combinant adéquatement ces choses-là, et pourtant on ne peut contourner ce trou noir. Du moins si l'on veut entraîner et recomposer les forces sociales. Dans les pays du tiers monde, il n'y a aucun modèle clair montrant comment avancer sans créer des sociétés cassées de l'intérieur, des hybrides monstrueux, abstraits. Les centres et les périphéries sont les deux parties d'un même système, mais leurs difficultés sont à l'inverse. Comment combiner le marché et l'Etat? Comment ne pas périr si tout dépend du marché, et comment ne pas mourir si tout est étatisé? Quelle serait la formule mixte pour la périphérie?

*Quel bilan tirez-vous des expériences du socialisme dans le tiers monde?*

Question qu'on attend mais dont on n'attend pas non plus de bonnes réponses. Pour faire un bilan, il faut d'abord soigneusement établir les conditions au départ de l'expérience. C'est par rapport à ces points de départ qu'on mesurera des plus ou des moins, des mieux ou des pires, qu'on parlera de progression ou de régression, de continuation ou de rupture, d'anticipation satisfaite ou d'effets pervers. Dans le schéma originel de Marx, le socialisme était conçu comme le dépassement du mode de production capitaliste, et non comme le dépassement du féodalisme ou de tout autre mode de production non capitaliste. Pour Marx, la préfiguration des rapports socialistes de production était déjà apparue de façon spontanée au XIX<sup>e</sup> siècle sous la forme des coopératives ouvrières. Ces hommes et ces femmes expérimentaient une formule dont la généralisation ne pouvait se faire sans une révolution politico-sociale, mettant en question les formes capitalistes et précapitalistes de propriété des moyens de production. Alors que l'idée du socialisme, c'était l'idée de la généralisation de formes de production et de formes de vie sociale supérieure à celles engendrées par le plein développement du capitalisme, le socialisme s'est développé dans des pays où le capitalisme existait à peine ou n'exerçait ses effets que de l'extérieur et où donc les préconditions internes du passage au socialisme n'existaient pas. Le socialisme s'est du coup greffé comme la formule abstraite d'un type nouveau de développement matériel, culturel et psychologique, dans des sociétés dont l'économie était à la fois subordonnée à un centre extérieur, et sans le dynamisme interne suffisant pour lutter contre ce centre. Ces sociétés ont donc affronté deux problèmes : la modernisation accélérée de leur industrie, de leur agriculture et de leurs systèmes de formation et d'éducation — ce que le capitalisme avait mis des siècles à réali-



HILDBRAND

1890

ser —, et l'innovation d'une formule devant dépasser le capitalisme: le socialisme. Une transition par double saut s'est opérée. L'histoire n'a donc pas du tout parcouru le chemin anticipé par Marx.

*Pour quelles raisons?*

L'une des raisons me semble que Marx et la plupart de ses disciples avaient complètement sous-évalué le rôle de l'identité sociale et culturelle dans le développement historique. Les gens ont lutté non pas contre le capitalisme et pour le socialisme, mais contre le colonialisme européen et pour leur indépendance nationale, par exemple au Vietnam. Comme les partis marxistes ont souvent pris la tête des luttes anti-colonialistes, lors de la victoire, ils ont à la fois proclamé l'indépendance nationale et engagé leur pays dans la construction d'une société nouvelle, socialiste. C'est ce que j'appelle le double saut. On a sauté deux fois et on s'est retrouvé avec des abstractions qu'il fallait faire vivre. Je crois que les théoriciens comme Marx et Engels voyaient dans les idéologies nationalistes des fantasmes manipulés par les pouvoirs réactionnaires avant tout pour faire obstacle à la solidarité internationale des exploités ouvriers ou paysans. C'était négliger totalement une réalité profonde, l'ignorer. Les identités ethniques et/ou nationales s'inscrivent dans la longue durée et doivent être absolument reconnues et défendues, en même temps qu'il faut définir des solidarités qui les dépassent.

*Quand un pays du Sud doit faire face aux nécessités de développement global de la société, quelle attitude devrait adopter un gouvernement de gauche ou un mouvement de gauche par rapport aux sociétés «traditionnelles», comme, dans des contextes différents, en Kanaky ou chez les Miskitos au Nicaragua? Comment développer en préservant les identités culturelles, en refusant les intégrations forcées?*

On lit ou on entend souvent dire que les pays pauvres ne peuvent se payer le luxe de la démocratie et du développement autogéré et autoconsenti. Cela amène certains à porter sur Staline une critique morale en disant: «C'était condamnable», puis à l'absoudre en disant: «mais y avait-il le moyen de faire autrement, compte tenu des circonstances?». On se contente d'une condamnation morale et éthique mais dont la portée est presque nulle puisque cette critique est annulée par l'hypothèse qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement. Par exemple, l'imposition en Russie soviétique d'un système économique centralisé et planifié n'apparaît pas comme la seule issue possible. D'autres modèles combinant plan et marché étaient préconisés, mais ils furent éliminés politiquement et pour des raisons politiques. C'est un contexte particulier qui a imposé pour longtemps une formule économique. Si la démocratie, c'est la prise de conscience et la responsabilité partagées entraînant l'adhésion des masses, les masses russes ont été exclues de la décision concernant la formule économique qu'on leur a imposée; on a voulu faire le socialisme sans la démocratie socialiste, le socialisme économique sans un socialisme de la vie sociale, et à partir de là une nouvelle minorité s'est mise à décider et à diriger... Les hommes ont vite appris que dans les sociétés à rang, comme autrefois la Chine, d'autres rangs pouvaient se reconstituer très vite. Comme disait Dante, «le mort saisit le vif», mais parce que le mort n'était pas mort. On a célébré la puissance

créatrice des masses en les éliminant de la direction de la création.

*Quels sont les objectifs à l'ordre du jour dans le Sud: la lutte pour le socialisme comme certains le disaient traditionnellement? La lutte pour une phase capitaliste de développement de la démocratie bourgeoise?*

Je pense que dans le tiers monde, les programmes les plus efficaces à long terme sont toujours de lutter pour une moindre dépendance, la plus grande autonomie et le développement de sa propre identité. Je ne pense pas que l'on puisse prétendre faire le socialisme dans un seul pays. Est-ce que le Vietnam peut être un pays socialiste, même avec cinquante-trois millions d'habitants, sans dépendre constamment aujourd'hui de l'URSS, demain d'autres pays? L'époque est peut-être à des luttes pour des objectifs moins globaux que «le socialisme». Quand les gens meurent par millions de faim, vivent dans la sous-alimentation, lorsque la scolarisation est réservée à une minorité qui ne trouve pas à s'employer dans son propre pays, lorsque toutes les richesses produites s'exportent sans qu'aucune valeur ne s'ajoute sur place.

*Mais cela peut-il se faire sans rompre avec ce système mondial dominé par le capitalisme?*

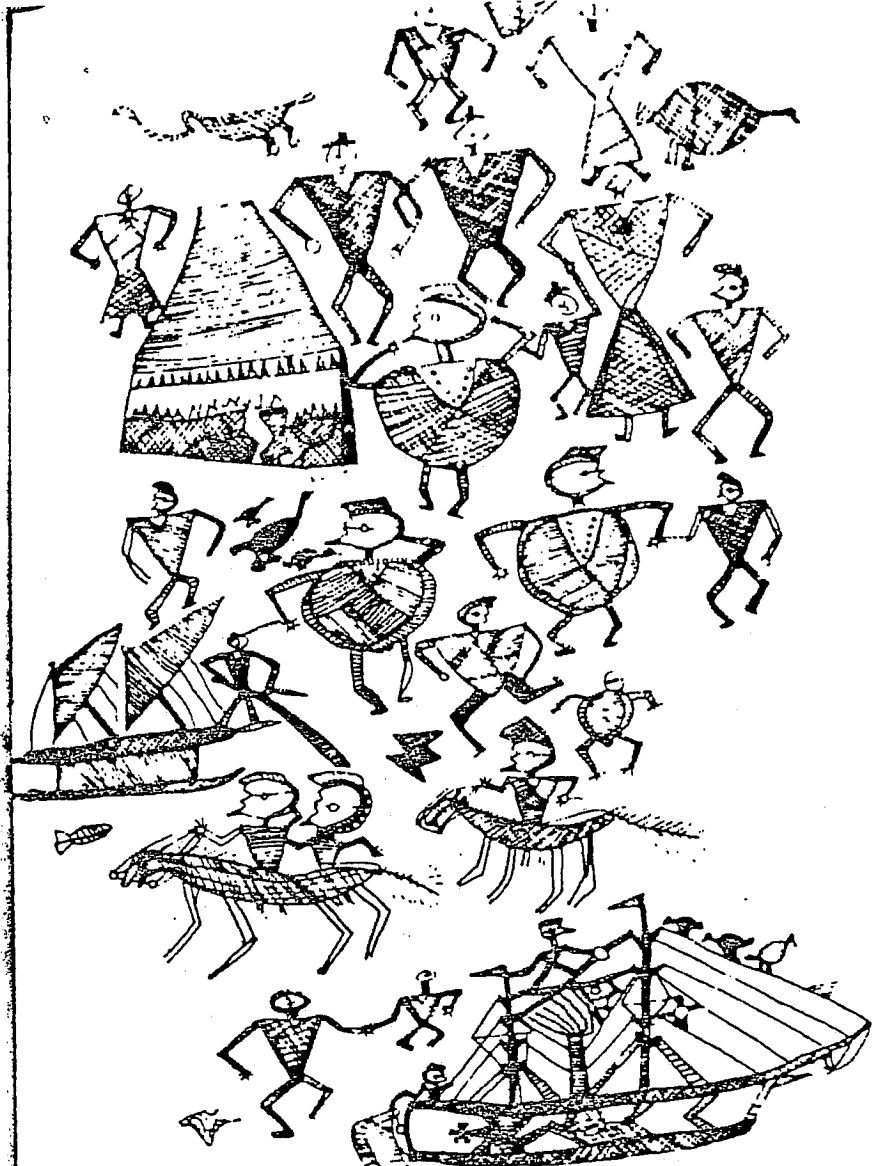
La rupture avec cette domination est nécessaire mais elle débouche sur d'autres dépendances, cette fois négociées. Le socialisme ne peut être une formule magique supprimant rapidement des maux de ce genre, mais il est actuellement la formule qui s'attaque au plus près de la racine de ces maux et qui permet de faire bénéficier le plus grand nombre des effets positifs de cette lutte.

*Dans l'un et l'autre des cas, quel peut être le rôle de l'autogestion ou auto-gouvernement? Des mouvements sociaux puissants l'ont revendiquée, que l'on pense à l'expérience de Solidarnosc en Pologne, mais aussi, d'une autre manière, au développement du contrôle ouvrier sur la production pendant l'Unité Populaire au Chili.*

L'autogestion, c'est une des clés d'un développement nouveau, aux effets encore largement imprévisibles. Elle ne peut pas être un phénomène seulement économique, elle doit être en même temps un phénomène politique et culturel. Si le socialisme s'instaure sans la démocratie, sans son approfondissement permanent, on s'ampute des forces qui le soutiendront. Par ailleurs on ne peut pas confondre autogestion et autarcie économique et politique. Comment autogérer la dépendance? Le capitalisme est cannibale, il a besoin sans cesse de sociétés non-capitalistes à dévorer. Le socialisme prétendait ne pas être cannibale, se généraliser sans généraliser la hiérarchie et la dépendance. Cela n'a pas été possible. Il s'est étendu en imposant de nouvelles formes de domination, politiques d'abord, économiques ensuite. Les pays dépendants n'auront pas la force d'arrêter ces deux mouvements si des forces ne se développent pas pour les freiner, les arrêter de l'intérieur.

*Revenons sur l'idée de la démocratie. N'est-ce pas le seul paramètre que l'on devrait à la limite universaliser?*

Conserver la démocratie quand elle existe, la cons-



truire quand elle n'existe pas, la défendre et l'élargir sans cesse dans des domaines de plus en plus vastes de la vie sociale semble aujourd'hui le seul objectif pouvant faire confluer les luttes et les radicaliser. Dans nos sociétés, des trois champs de la démocratie (politique, social et économique), il n'y en a qu'un, le politique, qui se soit à peu près maintenu, voire élargi. La démocratie sociale a remporté quelques victoires depuis une trentaine d'années, mais elle s'arrête devant les immigrés et beaucoup d'autres problèmes. La démocratie économique dans l'entreprise et dans l'Etat, le pouvoir de co-décider et de co-gérer, sont encore presque complètement absents de nos sociétés. On peut dire que la démocratie vit sur un seul pied et sur deux béquilles, même dans nos sociétés. La démocratie n'a pas la même réalité ici, où il y a des siècles de démocratie partielle et dans des sociétés pour lesquelles la démocratie est un modèle de gestion de la société et du pouvoir qui est importé. Mais face à un développement extrêmement difficile, ne pas développer la démocratie, c'est se priver de la force la plus puissante pour résister à toutes les décompositions, qu'une transition artificielle engendre tout de suite. C'est rendre inéluctable la décomposition de l'organisme que l'on veut créer, la reconduction du passé sous d'autres formes ou la perversion de la logique que l'on veut construire. La démocratie est devenue nécessaire partout comme une force de production de la société. On part toujours d'une situation dont on hérite et qu'il faudra détruire, mais pas à n'importe quel prix pour ne pas détruire en même temps les forces qui peuvent faire avancer les choses. On a beaucoup appris en un siècle de révolutions. Ce qui semble avoir disparu, c'est le rêve millénariste. Il n'y a plus de grand soir parce qu'il n'y aura pas d'aube radieuse de l'humanité, d'aube rouge... Que l'humanité ait réussi à supprimer en partie l'attente théologique, c'est une grande chose, mais qui coûtera encore énormément. **M**

Bambous gravés de Nouvelle Calédonie qui servent d'archives. On y voit les chevaux et les bateaux à hélice des « nouveaux venus ».